

<https://www.pressegauche.org/Manifeste-Pour-un-Quebec-solidaire-luttons-pour-le-socialisme>



Manifeste : Pour un Québec solidaire, luttons pour le socialisme

- Politique québécoise - Politique -



Date de mise en ligne : mardi 9 novembre 2021

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Comme point de départ de la campagne pour les idées socialistes dans Québec solidaire (www.facebook.com/QSsocialiste), nous lançons le présent manifeste. Nous invitons tous les militants qui sont d'accord avec nos idées à participer à cette campagne. Un événement de lancement de la campagne aura lieu le 27 octobre 2021.

Pour un Québec solidaire, luttons pour le socialisme

Nous sommes solidaires. Nous sommes des militants du mouvement ouvrier et étudiant. Nous sommes socialistes. Nous avons accueilli positivement la création de Québec solidaire il y a 15 ans, car cela représentait une rupture avec les anciens partis capitalistes. Avec l'objectif de faire de la politique autrement, le parti présentait des aspirations anticapitalistes assumées, comme il l'est encore inscrit dans le programme : « Afin de permettre le contrôle collectif et démocratique des principaux leviers économiques du Québec, Québec solidaire entend, à terme, dépasser le capitalisme. »

Cependant, nous sommes de plus en plus alarmés par ce que nous croyons être une dérive importante des racines radicales de notre parti au profit d'une direction réformiste. Nous pensons qu'il s'agit d'une erreur fatale qui conduit le parti dans une impasse.

Pour nous, le socialisme signifie la propriété collective des principaux piliers de notre économie et leur planification démocratique. Bien que les dirigeants de notre parti fassent de temps à autre des déclarations contre le capitalisme, il ne suffit pas d'être simplement contre le système de manière abstraite. Nous croyons fermement que si notre parti ne défend pas le socialisme tel que défini ci-dessus, il finira par accepter le marché capitaliste et la logique qui l'accompagne. Un éventuel gouvernement de QS serait alors obligé de trahir la classe ouvrière et la jeunesse, tout comme le PQ l'a fait à plusieurs reprises. Cela ne fera que conduire à la démoralisation et préparera un retour de la droite au pouvoir.

Bien que nous soyons alarmés par la trajectoire du parti, nous sommes aussi résolument optimistes. Dans le contexte d'une crise historique du capitalisme, les idées du socialisme deviennent de plus en plus populaires un peu partout. Ces idées pourraient résonner auprès d'une large couche de gens qui sont déjà laissés pour compte par le système. Ainsi, nous croyons qu'il est possible de renverser la vapeur au sein du parti et, par le fait même, dans la lutte des classes au Québec.

Mais il faut se mobiliser pour y arriver. Nous souhaitons réunir les militants et militantes de la base dans tout le parti afin de lutter pour un changement de cap. C'est dans cette perspective que nous présentons ce manifeste, par lequel nous désirons lancer une campagne pour ramener QS à ses racines anticapitalistes et l'orienter dans la direction du socialisme.

Le capitalisme est brisé. Il n'y a pas de troisième voie possible. C'est le socialisme ou la barbarie ! Nous appelons les militants qui sont d'accord avec nos idées à nous rejoindre pour défendre une perspective socialiste à QS et dans le mouvement ouvrier.

Adaptation au capitalisme

Nous devons regarder la situation en face : le système capitaliste est en crise. Bien que les gouvernements à tous

Manifeste : Pour un Québec solidaire, luttons pour le socialisme

les niveaux au Canada aient mis le système sous respirateur artificiel, en injectant des quantités sans précédent de fonds publics dans le marché, cela ne peut pas durer éternellement.

La crise actuelle n'a pas été simplement causée par la pandémie, et il n'y aura pas de « retour à la normale » par la suite. En fait, l'économie mondiale ne s'est jamais véritablement sortie de la dernière grande crise et une crise encore plus profonde était inévitable.

Si le Canada avait été relativement moins touché par l'effondrement de 2008 que la plupart des pays, il se trouve désormais parmi les pays dont le ratio dette-PIB a le plus augmenté avec la pandémie. Au Québec, le gouvernement a annoncé un déficit record de 15 milliards de dollars pour 2020 seulement. Tôt ou tard, les gouvernements devront se serrer la ceinture et la classe capitaliste fera tout pour refiler la facture de cette dette publique historique à la classe ouvrière.

Après la récession de 2008, notre parti avait publié un manifeste le Premier mai 2009 intitulé « Pour sortir de la crise : dépasser le capitalisme ? ». Le parti y mentionnait : « Ceux qui veulent « refonder le capitalisme » passent à côté des vraies questions. Nous croyons qu'il faut plutôt le dépasser, c'est-à-dire, aller vers des alternatives radicalement différentes au plan politique, social, et écologique. Il ne sert à rien de tenter à nouveau de refaire le cercle : production, consommation, endettement. Cela n'a servi qu'à profiter aux puissants de la Terre dont les fortunes sont équivalentes aux budgets de centaines de peuples dans le monde. »

Alors que la crise actuelle est encore plus grave que celle de 2008, il devient plus évident que jamais que nous devons répondre par l'affirmative à la question lancée par ce manifeste : oui, il est nécessaire de dépasser le capitalisme. Nous devons lutter pour la propriété collective des principaux piliers de l'économie et pour un plan de production démocratique - en un mot : lutter pour le socialisme.

Malheureusement, nous observons depuis quelques années que QS s'est éloigné de ses traditions anticapitalistes. Comme elle n'a pas de solution de rechange claire au capitalisme à proposer, la direction du parti, sous prétexte de vouloir se montrer réaliste, a pris la voie de la modération et de l'acceptation du cadre économique et politique du marché capitaliste.

C'est ce que nous avons vu au Congrès de novembre 2019 alors que la direction a poussé pour un recul majeur en matière d'environnement. Depuis ses débuts, QS rejetait les propositions visant à régler la crise écologique par un capitalisme « vert ». Le programme du parti s'opposait aux fausses solutions « qui mèneraient vers un maintien du statu quo » et stipulait explicitement que les taxes sur le carbone « frappent surtout les plus pauvres » et que les bourses du carbone « sont des outils d'enrichissement des multinationales [...] qui risquent de devenir un nouvel instrument spéculatif ». Toutefois, la direction du parti est parvenue à renverser cette bonne position historique, et a donné son appui à l'« écofiscalité », une lubie inefficace qui prétend régler la crise écologique dans le cadre du système même qui l'a créée. C'est un immense recul pour la lutte écologique au Québec ! Au moment même où la situation atteint un point crucial et que de plus en plus de gens réalisent que les demi-mesures du capitalisme « vert » n'ont rien changé et ne changeront rien, il est très significatif que le parti recule sur cet enjeu aussi urgent.

Nous avons aussi vu une adaptation au capitalisme lorsque le parti s'est opposé à la nationalisation des installations hydroélectriques de la multinationale Rio Tinto au Saguenay-Lac-Saint-Jean (qui avaient été exemptées lors de la nationalisation de l'hydroélectricité dans les années 60). Cette position est assez incroyable étant donné que la nationalisation était déjà demandée par un conseiller municipal de la région ! Ruba Ghazal, la porte-parole en matière d'énergie, a justifié cette position en disant qu'il est « plus simple » d'augmenter les redevances que de négocier la nationalisation avec le géant de l'aluminium. Plus simple pour l'entreprise, c'est certain !

Par ailleurs, le parti proposait récemment d'attacher comme condition aux subventions publiques aux entreprises la limitation du salaire des patrons à 30 fois celui de l'employé le moins bien payé. Cette mesure en apparence radicale, que le parti appelle un « salaire maximum », ne résiste pas à l'analyse. En effet, pourquoi même accepter de subventionner les exploiters capitalistes ? Encore une fois, plutôt que de remettre en question l'ordre social capitaliste, la direction du parti cherche des façons d'en modifier légèrement les paramètres.

L'acceptation des règles du capitalisme se voit aussi dans la défense de mesures protectionnistes qui favoriseraient les entreprises québécoises et « notre » marché. L'accent est mis sur la « souveraineté alimentaire » et la défense de notre « autonomie », donnant l'impression que les entreprises « de chez nous » sont moins pires que celles d'ailleurs (ignorant le fait que beaucoup d'entreprises québécoises exploitent la main-d'oeuvre étrangère bon marché). Cela ressemble drôlement aux politiques d'achat local et de promotion des entreprises québécoises défendues par la CAQ durant la pandémie.

Devant la possibilité réelle que QS soit en position de prendre le pouvoir, la tentation de nous modérer afin de paraître « raisonnable » ou « réaliste » est forte. Nous pensons que c'est précisément ce qui est en train d'arriver. Ce n'est pas que sur les questions économiques que nous voyons cette tendance. Nous l'avons vu notamment avec la mauvaise position de la direction sur les symboles religieux défendue pendant des années. Plutôt que de défendre une claire position antiraciste - une vraie position solidaire !, c'est un « compromis » qui a été défendu, soit l'interdiction du port de signes religieux pour certains travailleurs de l'État en position d'autorité. La direction a complètement cédé à la pression des partis capitalistes et des médias, qui ont utilisé le soi-disant « problème » de la laïcité comme un écran de fumée pour diviser et détourner l'attention de la classe ouvrière de l'austérité capitaliste. Malgré que cette position ait été renversée par les membres du parti, la direction se montre encore extrêmement timide dans sa critique de la raciste loi 21 de la CAQ.

Nous ne devons absolument pas prendre cette tendance à la légère. L'opportunisme électoral est une pilule empoisonnée qui a conduit de nombreux partis de gauche sur la voie du compromis et de la trahison. L'enjeu est donc tout à fait crucial : nous voulons éviter que notre parti capitule face aux pressions du capitalisme.

Comment faire payer les riches ?

Le programme de QS contient de nombreuses réformes importantes et un plan audacieux pour taxer les riches. Le parti continue de dire, avec raison, que ce ne sont pas les travailleuses et travailleurs qui doivent payer pour la crise. L'an dernier, nos porte-paroles Gabriel Nadeau-Dubois et Manon Massé ont présenté un « bouclier anti-austérité », soit une série de mesures fiscales pour faire payer les entreprises et les riches pour financer nos programmes sociaux. Certains demanderont peut-être : en quoi cela n'attaque-t-il pas en soi le capitalisme ?

En entrevue l'an dernier, GND affirmait que faire payer les plus grandes entreprises « n'est pas une question de possibilité, c'est une question de courage politique ». « Est-ce que le gouvernement a le courage politique de mettre ses culottes devant ces grandes multinationales-là ? », demandait-il. Nous en arrivons au noeud du problème. Sommes-nous dans une époque où il est possible de faire payer les riches sans rompre avec le capitalisme ?

La dernière période de réformes sérieuses bénéficiant à la classe ouvrière remonte à l'après-guerre. Dans les années 60 et 70 au Québec, nous avons gagné de grandes batailles pour améliorer nos conditions de vie et de travail. Justement, GND a comparé le plan de relance de QS aux mesures d'après-guerre : « Quand les sociétés ont voulu se relever de la Première et de la Deuxième Guerre mondiale, qu'est-ce qu'elles ont fait ? Elles ont dit : il faut reconstruire la société, faut trouver de l'argent et c'est ce qu'elles ont fait. Elles sont allées chercher de l'argent dans les coffres des grandes entreprises pour financer la reconstruction de la société. C'est ce qu'on veut faire à QS. »

Mais est-ce que s'ouvre à nous une nouvelle ère de boom capitaliste ? Nous estimons que penser ainsi, c'est se mettre la tête dans le sable.

Dans le manifeste du parti de 2009, QS expliquait d'ailleurs spécifiquement que le modèle de l'État-providence et des grandes réformes d'après-guerre relève d'une « situation exceptionnelle dans l'histoire du capitalisme » dans laquelle « les grandes entreprises comme GM, General Electric, Boeing, etc. pouvaient se permettre à la fois d'accorder des concessions à leurs travailleuses et travailleurs qui luttait pour de meilleures conditions de travail et salariales, de payer des impôts et de verser des dividendes substantiels à leurs actionnaires [...] ». Il semble que la direction actuelle du parti ait oublié nos propres perspectives.

Récemment, GND affirmait : « Je ne pense pas que Walmart va quitter le Québec en courant si on lui demande de payer plus d'impôts. » Mais même avant la crise actuelle, une succursale de Walmart à Jonquière a fermé lorsque les employés se sont syndiqués en 2001. Si les grands capitalistes étaient prêts à saboter l'économie et à sacrifier des milliers de travailleurs pour éviter de payer plus en 2001, ils sont 100 fois plus susceptibles de résister aux tentatives de les faire payer plus maintenant.

Les marxistes sont à 100% en faveur de faire payer les riches et nous pensons qu'il faut avoir le courage de le faire. Cela signifie être prêt à exproprier les capitalistes lorsqu'ils refusent de payer. Par conséquent, QS doit défendre un programme de nationalisation, avec indemnisation uniquement en cas de besoin démontré. Il faudra placer l'économie sous contrôle collectif et démocratique, sinon tous nos plans seront détruits par la dictature du capital. Nous croyons que si nous ne sommes pas prêts à mobiliser un mouvement de masse en faveur de la propriété collective et de la planification socialiste, un futur gouvernement de QS sera obligé de capituler.

Il suffit de rappeler qu'au Québec, avec l'effondrement économique dans les années 80 qui a suivi le boom, nul autre que le Parti québécois a implanté des mesures d'austérité drastiques, tout en brisant des grèves avec les lois spéciales les plus vicieuses de l'histoire de la province. Le PQ, n'ayant aucune intention de rompre avec le capitalisme pour faire payer les riches et les grandes entreprises, a été forcé de s'attaquer aux travailleurs.

Mais nous n'avons pas besoin de remonter aussi loin dans le temps pour en voir d'autres exemples.

Réforme ou révolution - les leçons de Syriza

Les trahisons des vieux partis sociaux-démocrates ou ouvriers comme le NPD dans certaines provinces, le Labour Party au Royaume-Uni, le Parti socialiste en France sont bien connues. En réponse à leurs échecs, nous avons assisté à une prolifération de partis de la « nouvelle gauche » comme QS qui ont tenté de prendre une voie différente. Die Linke en Allemagne, la France Insoumise, Podemos en Espagne et Syriza en Grèce en sont des exemples. Mais quelle a été l'expérience de ces partis au pouvoir ? Jusqu'à présent, le seul de ces nouveaux partis qui a réussi à prendre le pouvoir est Syriza.

Syriza a pris le pouvoir en 2015, avec la promesse de renverser l'austérité du gouvernement précédent et de mettre en place une série de réformes pour améliorer la vie des travailleurs. Mais une fois au pouvoir, le parti a heurté le même mur que les autres partis sociaux-démocrates avant lui. Alors que la Banque centrale européenne et le FMI voulaient faire avaler un autre paquet de mesures d'austérité à Syriza, les dirigeants du parti ont organisé un référendum sur cette question en juillet 2015 : le NON l'a emporté à 61% ! Mais malheureusement, les dirigeants de Syriza n'avaient aucun plan clair pour rompre avec le système capitaliste. Ils ont alors été forcés de capituler, malgré la volonté populaire exprimée lors du référendum, et de mettre en oeuvre un programme d'austérité massif pire que celui du gouvernement conservateur qui l'avait précédé. Le gouvernement de Syriza, devenu très impopulaire, a même envoyé la police réprimer des manifestations contre l'austérité ! S'étant complètement discrédité auprès des

travailleurs, c'est sans surprise que la droite a repris le pouvoir.

À cette époque, GND suivait attentivement ces événements et écrivait des articles pour le site web Ricochet. Lorsque le premier ministre Tsipras a soumis le mémorandum au vote et que le peuple grec l'a rejeté à 61%, GND a écrit un article intitulé « Alexis Tsipras est-il le meilleur politicien d'Europe ? ». Les conclusions tirées par GND dans cet article se sont révélées fausses. Par exemple, il affirme : « Avec ce triomphe référendaire, il vient bel et bien de solidifier ses positions, à la fois face à l'Europe et ses adversaires domestiques. » Mais GND n'a pas vu l'éléphant dans la pièce. Sans plan de rupture avec le capitalisme, une trahison était toujours en préparation, et c'est exactement ce qui s'est passé.

Cet article se termine par la question : « Qui a dit que la gauche ne pouvait pas gouverner ? » Immédiatement après, ce gouvernement « de gauche » a certes gouverné, mais il a gouverné à droite, comme nous l'avons souligné plus haut.

Nous devons être en mesure d'expliquer comment « le meilleur politicien d'Europe » et un parti que beaucoup de solidaires voyaient comme un guide ont trahi leurs principes et le peuple grec si rapidement.

La réponse réside, selon nous, dans la nature du système capitaliste. Il ne s'agissait pas simplement d'un manque de « courage politique ». Tsipras, pour sa part, a fait tout ce qui était possible pour lutter contre l'austérité dans les limites du capitalisme. Mais c'est là le noeud du problème : il était impossible de faire autrement sans rompre avec le système. Il aurait fallu nationaliser les banques grecques et les grandes entreprises, et mobiliser un mouvement de masse pour défendre ces mesures tout en appelant la classe ouvrière européenne à soutenir le mouvement - toutes des mesures que la direction de Syriza n'était pas prête à prendre.

Nous devons en tirer les leçons. La conclusion est claire : si nous ne luttons pas pour l'élimination du système capitaliste, alors nous nous fracasserons exactement sur le même mur qu'a heurté Syriza. Il est donc impératif que nous, solidaires, plaçons la lutte contre le capitalisme, et pour la transformation socialiste de la société, au coeur de tout ce que nous faisons.

La lutte pour le socialisme

La gauche québécoise a de fortes racines socialistes. Les géants de la gauche québécoise étaient presque tous, sous une forme ou sous une autre, des socialistes ou des communistes luttant pour une transformation socialiste de la société. Il n'est donc pas surprenant que la lutte contre le capitalisme soit au coeur de la mission fondatrice de Québec solidaire.

Alors que le capitalisme est entré dans la pire crise de son histoire, il n'y a aucune raison d'abandonner cette tradition. Au contraire, nous devons la faire revivre et la renforcer. C'est précisément ce pour quoi nous nous battons au sein de QS et dans l'ensemble de la gauche et du mouvement syndical.

L'horreur de la pandémie a révélé la décrépitude d'un système économique intrinsèquement incapable de faire passer la santé et les besoins humains avant les profits. Et le pire est à venir. Pour la classe ouvrière et la jeunesse, la prochaine période sera marquée - de manière encore plus brutale que ce que nous connaissons déjà - par le chômage, l'austérité et l'augmentation des inégalités. Il y a urgence d'agir ! Un changement de société est nécessaire.

Bien sûr, il y a encore du scepticisme dans la gauche sur l'« étiquette » du socialisme. On nous dit : « Je ne suis pas

Manifeste : Pour un Québec solidaire, luttons pour le socialisme

contre le socialisme, mais c'est une question d'image », « Les gens ne sont pas radicaux », « Les Québécois ne sont pas prêts pour parler de socialisme », etc.

Dans un très bon discours donné en 2011 à l'aube de la grève étudiante, GND affirmait ceci :

« Ces gens-là sont peu nombreux, ces gens-là contrôlent tout et veulent toujours contrôler plus, ces gens-là ont des intérêts communs, ces gens-là ont un projet politique commun. Il fut un temps au Québec, au Canada, il n'y a pas si longtemps de ça, qu'une minorité comme ça qui contrôle les institutions politiques et économiques d'un pays, qui partage des intérêts communs, il n'y a pas si longtemps on appelait ça une classe, et il faut arrêter d'avoir peur des mots. Il faut nommer ces gens-là par leur nom ; ces gens-là c'est la classe dominante, ces gens-là c'est la bourgeoisie. La lutte contre la hausse des frais de scolarité, la lutte des indigné-es à travers le monde doit être nommée par son nom. Il s'agit d'une lutte de classes. »

Sur ce point, nous sommes tout à fait d'accord avec Gabriel. Il faut cesser d'avoir peur des mots ! Nous devons revenir aux traditions anticapitalistes de notre parti et renouer avec les traditions socialistes de la gauche québécoise. Nous croyons que nous devons nous affirmer clairement comme un parti socialiste, et orienter notre programme, nos perspectives et toutes nos activités en accord avec cette vision. Refuser de lutter pour le socialisme, c'est accepter le capitalisme et toutes les conséquences qui l'accompagnent.

Partout, les partis du « centre » et de l'establishment sont discrédités et des figures se présentant comme socialistes gagnent en popularité. Le cas de Bernie Sanders est le plus connu. De même, des dizaines de sondages montrent l'intérêt grandissant pour le socialisme aux États-Unis. Au Canada, selon un sondage réalisé en 2019, 58% des Canadiens sont en faveur du socialisme. Un autre sondage réalisé en septembre 2021 montre que 35% des Canadiens veulent dépasser le capitalisme, contre seulement 25% qui s'opposent à cette idée ! Par conséquent, il n'y a jamais eu de meilleur moment pour lutter pour le socialisme. Il n'y a pas de raison de penser que cette humeur radicale n'existe pas au Québec.

C'est pourquoi nous invitons tous ceux et celles qui sont d'accord avec nos idées à nous rejoindre dans la lutte pour les idées socialistes au sein de QS et dans la société en général.

En 2021, avoir du courage politique, c'est lutter pour dépasser le capitalisme et construire une société socialiste. C'est pourquoi nous disons : Pour un Québec solidaire, luttons pour le socialisme !

REJOIGNEZ LA LUTTE POUR LE SOCIALISME !